

Convention collective nationale
RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES
(Accord du 14 mars 1947)
(15 juin 1983)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)

AVENANT N° A 272 DU 28 MARS 2013
PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 15 ET 27 DE L'ANNEXE I
NOR : ASET1350624M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME ;

L'UPA,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFDT cadres ;

La CFTC cadres ;

La CGT-FO cadres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 15 de la convention collective nationale du 14 mars 1947 ainsi que l'article 27 de l'annexe I à ladite convention sont modifiés comme ci-après :

Article 15

Le chapitre I^{er} est inchangé.

Dans le chapitre II, intitulé « Commission paritaire chargée de l'approbation des comptes », les 4 premiers alinéas sont remplacés par le texte suivant :

« La commission paritaire chargée de l'approbation des comptes a compétence pour :

- approuver les comptes de l'AGIRC, après avoir entendu le rapport de la commission de contrôle, ainsi que les comptes combinés de la fédération et des institutions qui en relèvent ;
- approuver les conventions réglementées visées à l'article R. 922-30 du code de la sécurité sociale ;
- donner quitus au conseil d'administration de l'AGIRC sur l'accomplissement de sa mission ;
- nommer les commissaires aux comptes.

Elle est informée de la conclusion et de la modification de toute convention dont l'objet est de déléguer à un organisme extérieur tout ou partie des opérations liées au recouvrement des cotisations ou au versement des prestations. »

Dans le A du chapitre II, relatif à la composition et au fonctionnement de la commission paritaire chargée de l'approbation des comptes :

– le début du 1^{er} alinéa est modifié comme suit :

« Pour accomplir les tâches visées aux précédents alinéas, ... », le reste de l'alinéa est inchangé ;

– le 2^e alinéa est inchangé ;

– le 3^e alinéa est désormais libellé comme suit :

« Les membres de la commission paritaire élargie ne peuvent en aucun cas être salariés de la fédération AGIRC (ou d'un groupement dont la fédération fait partie), d'une institution adhérente de l'AGIRC ou d'un groupe dont l'une des institutions adhère à l'AGIRC. »

Sont insérés, entre le 3^e et le 4^e alinéa, 2 alinéas libellés comme suit :

« Les membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, doivent être en activité ou âgés de moins de 70 ans à la date de leur désignation.

La durée du mandat des membres de la commission paritaire élargie, titulaires et suppléants, est de 4 ans. Ce mandat est renouvelable. »

Dans le 4^e alinéa, qui devient le 6^e alinéa, le mot « votants » est remplacé par les termes « suffrages exprimés ».

Le 5^e alinéa, qui devient le 7^e, est désormais libellé comme suit :

« Les membres suppléants peuvent siéger à la commission paritaire dans les mêmes conditions que les membres titulaires, mais sans voix délibérative ; ils ne siègent avec voix délibérative qu'en cas d'empêchement d'un titulaire ; ».

Le 6^e alinéa, qui devient le 8^e, est inchangé.

Il est inséré avant le dernier alinéa un alinéa libellé comme suit :

« Le vote intervient systématiquement à main levée ; ».

Le 7^e alinéa, qui devient le 10^e et dernier alinéa, est inchangé.

Le B, relatif à la saisine de la commission paritaire chargée de l'approbation des comptes, est inchangé.

Article 27

Le dernier alinéa de l'article 27 est modifié comme suit :

« Les comptes de la fédération doivent être examinés par une commission de contrôle dont la composition est fixée par les statuts de l'AGIRC. »

Fait à Paris, le 28 mars 2013.

(Suivent les signatures.)